

# 4<sup>ème</sup> Convention de la Francophonie

Deauville 2017



CLUB FRANCO **RISK**



CLUB FRANCO RISK

## Les associations de Risk Managers membres du Club Francorisk



### AGRAQ / QRIMA

Association des Gestionnaires  
de Risques et d'Assurance du Québec  
Quebec Risk and Insurance  
Management Association



## Merci à nos sponsors

Or



Argent



Bronze



# Sommaire

- **Introduction** : Marc de Pommereau, Directeur Adjoint Assurances Groupe ENGIE
- **Présentation des enjeux Risques et Assurances des projets de construction en Afrique Francophone et en particulier en Côte d'Ivoire** : Sande Oyekola Fatola, Président RIMRAE
- **Les opportunités du Marché Africain et la montée en puissance des régulateurs - code Cima art 308** : Yann de la Monneraye, PWC
- **Etat des marchés en Afrique centrale aspect pratique des besoins et des placements** : Frédéric Gauthier, ASCOMA
- **La gestion des Sinistres de la construction en Afrique zone Cima** : Guy Caumes, Président Directeur du Groupe EQUAD, Directeur Afrique Risque Conseil
- **Partage d'expérience : vision du Québec** : Anis Safraoui, SNC LAVALIN – Administrateur AGRAQ
- **Echange** avec la salle



# Les intervenants

- **Marc de Pommereau**
  - Directeur Adjoint Assurances Groupe ENGIE
  - Vice-Président de l'AMRAE, Secrétaire Général Club Franco-Risk
- **Sandé Oyekola Fatola**
  - Manager assurances et risques opérationnels à ORANGE-CI, Côte d'Ivoire
  - Président RIMRAE
- **Yann de la Monneraye**
  - Senior Manager, Advisory – PwC, Côte d'Ivoire
- **Frédéric Gauthier**
  - Directeur Technique et Commercial – Ascoma, Gabon
- **Guy Caumes**
  - Président Directeur du groupe EQUAD, France
  - Directeur Afrique Risque Conseil
  - Ingénieur du Centre des Hautes Etudes en Construction
- **Anis Safraoui, CRM MSc.**
  - Vice President Insurance Services, Risk Engineering & Insurance, SNC-Lavalin Inc., Canada
  - Administrateur AGRAQ



# 4<sup>ème</sup> Convention de la Francophonie

Opportunité des marchés Africains  
Montée en puissance des régulateurs – Réformes du Code  
CIMA



CLUB FRANCO **RISK**

# Vue générale des marchés de l'assurance en Afrique

## Benchmark :

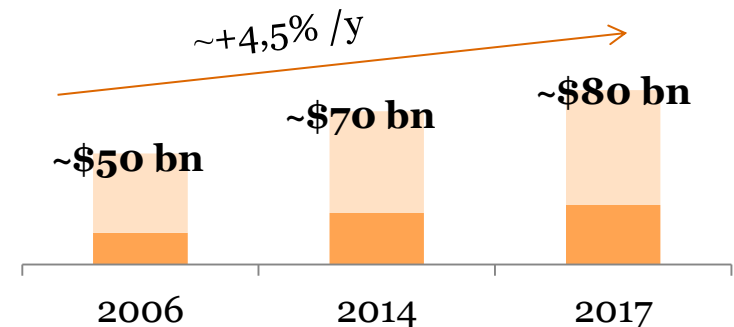
**1,4%** : part des primes mondiales

**3%** : pénétration de l'assurance en Afrique (6,5% monde)

**10x** : densité des primes Monde vs Afrique

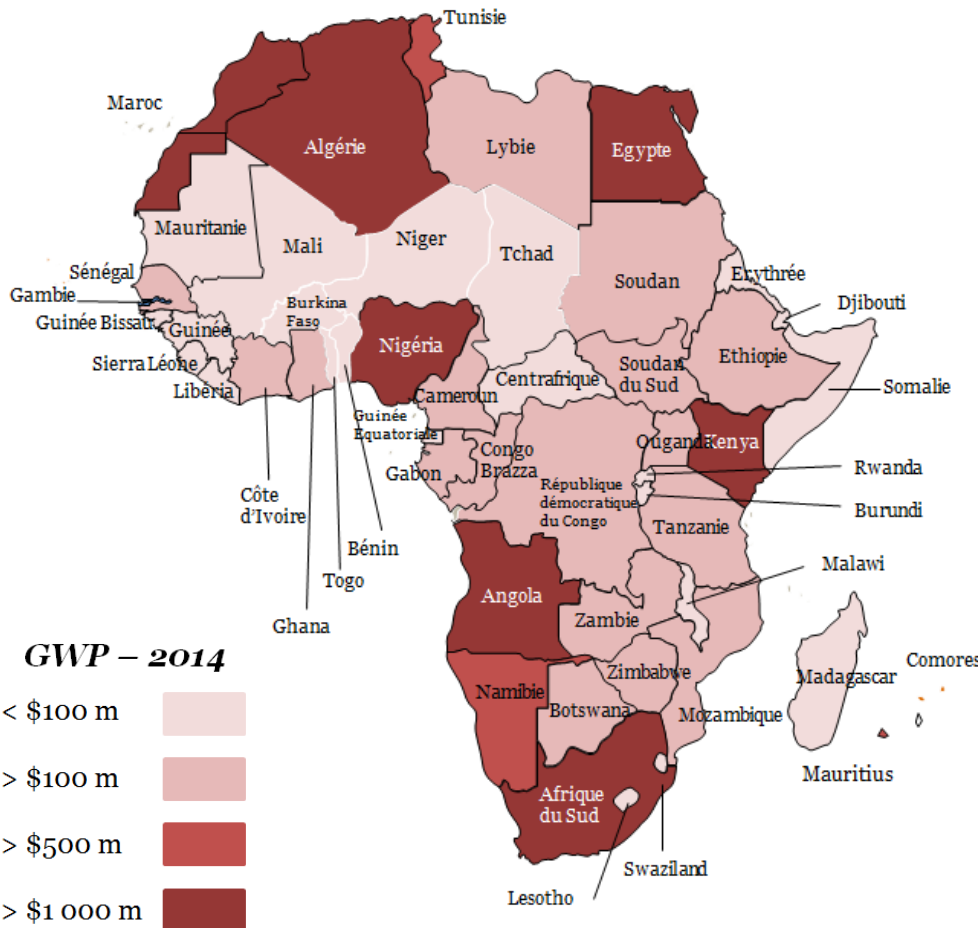
**70%** : poids de l'Afrique du Sud

## Perspectives :

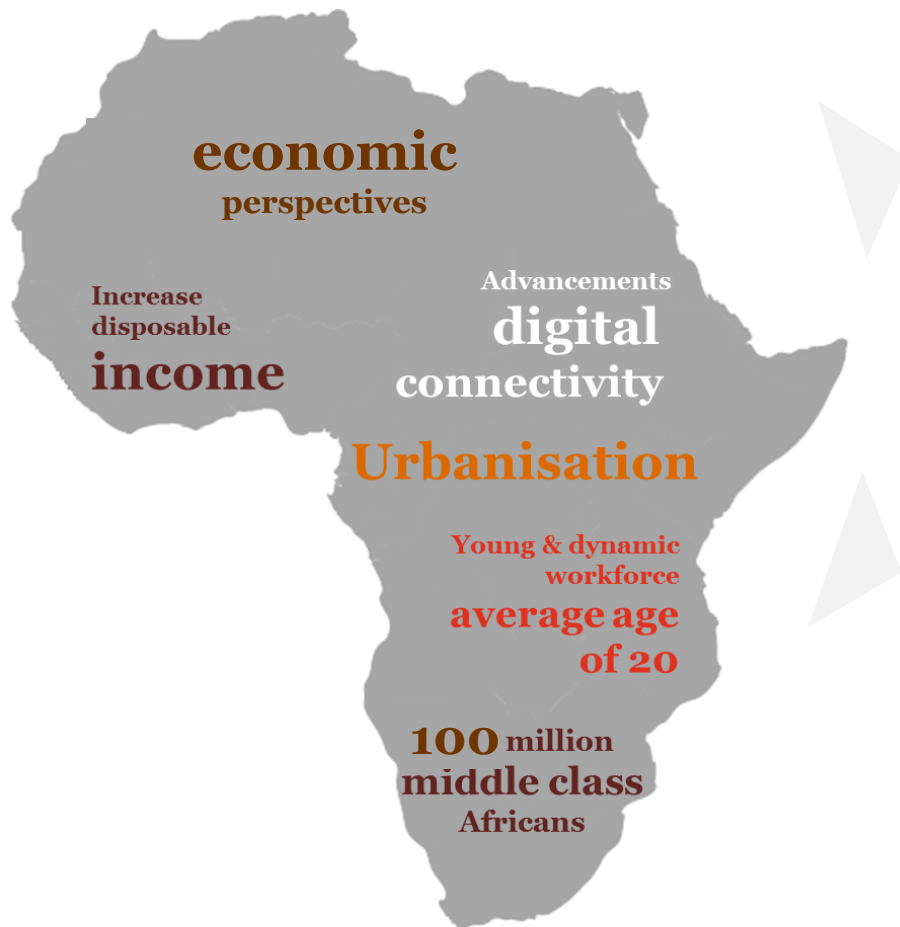


**Non-Life** : 33%; +5% /y

**Life & Health** : 66%; +3,5%/y  
(+7% excl. SA)



# Quelques tendances et drivers du développement des marchés d'assurance en Afrique



## Assurance des particuliers



Equiperment de la classe moyenne supérieure (100m d'assurés potentiels)



Opportunités au-delà des « africains urbains » (900m d'assurés potentiels)

## Assurance des entreprises



Assurance des risques d'entreprises africaines (130 > \$1bn chiffre d'affaires)



Assurance des projets d'infrastructures (\$ 180bn d'investissements potentiels/an à 2025)



Assurance des risques spéciaux (cyber risques, PVT,...)

Manque de capacités locale => transfert

## Autres opportunités



Nouvelles assurances obligatoires (Décennale, RC pro, Santé, MRH...)



# *La confédération interafricaine des marchés d'assurance (CIMA) – Présentation et enjeux de la réforme de l'article 308*

**2014 GWP** ~\$1,5 bn  
**Est. 2017** ~\$1,9 bn

- 14 pays/ 160 m pers/ 150 compagnies/  
1 langue/ 1 code des assurances commun
- Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Sénégal  
= 75% des primes
- Environ 10-15% des primes sont placées  
à l'étranger\*



***Des ressources fiscales et de  
financement longs terme que les états  
membres souhaitent récupérer***

## *Evolution de l'Article 308*

<b>Branches concernées</b>	<b>avant</b>	<b>après</b>
<b>Assurances directes</b>		
Toutes branches	0%	0%
<b>Cessions à l'étranger</b>		
Rail PD, Aviation P&C, All marine hulls P&C	100 %	100 %
Accident, Health, Motor vehicle P&C, Cargo, Death, Other Life & Savings	75%	0%
All other LoBs,	75%	50%

\*placements directs + cessions hors rétrocessions

*Exceptions possibles et soumises à l'autorisation des  
ministères en charge des assurances*





*Cependant, le marché local de la réassurance est peu mature et reste dépendant des réassureurs internationaux*

### **Réassureurs présents en zone CIMA**

Données 2015	CA (m \$)	Capital (m \$)	C.Ratio	Rating	Agence
<b>Africa Ré</b>	417	170	81%	A-	AM Best / S&P
<b>Aveni Ré</b>	30	16		BBB+	Global Credit Rating
<b>CICA Ré</b>	55	33	86%	BB+	Global Credit Rating
<b>Continental Ré</b>	100	26	67%	B+	AM Best
<b>Ghana Ré</b>	32	9	107%	B	AM Best
<b>Globus Ré</b>	12	3		N/A	N/A
<b>Kenya Ré</b>	129	17	93%	B+	AM Best
<b>NCA Ré</b>	24	12		N/A	N/A
<b>SCG Ré</b>	23	8	62%	N/A	N/A
<b>SCR Ré</b>	255	151	92%	B++	AM Best
<b>Sen Ré</b>	27	10		B-	AM Best
<b>Tunis Ré</b>	49	49	91%	B+	AM Best
<b>Waica Re</b>	33	28	87%	N/A	N/A
<b>ZEP Ré</b>	138	52	77%	B+	AM Best

### **Obstacles au développement de la réassurance locale/ raisons du transfert à l'étranger**

- Capacités financières insuffisantes pour couvrir les grands risques (O&G, infrastructure, catastrophe, certains risques cargo...)
- Rating insuffisant par rapport aux standards de risk managers
- Manque de compétences et de données pour une souscription / gestion locales des risques complexes

***A court terme, on peut s'attendre à un transfert des risques vers le marché international via le mécanisme de la rétrocession autorisé par la réforme***

## *Pour discussion - pistes de réflexions pour accompagner collectivement la mise en œuvre de la réforme*



### **Mesures d'impacts des réformes et suivi du marché :**

- Quelles sont les capacités disponibles localement ?
- Comment évoluent-elles ?
- Sont-elles suffisamment utilisées ?
- Les primes retenues localement augmentent-elles effectivement ?

### **Aménagement des articles :**

- Autoriser la cession à l'étranger des risques Cargo
- Adapter l'exigence de garantie locale pour les bureaux de représentation des réassureurs étrangers

### **Actions du marché :**

- Ré/Assureurs locaux : Consolidation des acteurs (augmentation des capacités financières et investissement dans des compétences)
- Courtiers : promotion des capacités locales et animation d'un marché de coassurance local
- Réassureurs internationaux : investissement local

# 4<sup>ème</sup> Convention de la Francophonie



CLUB FRANCO **RISK**

# **RISQUES ET ASSURANCES DE CONSTRUCTION EN AFRIQUE FRANCOPHONE**

**CAS DE COTE D'IVOIRE**



# PRESENTATION

- Les enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone
- Problématique des risques et assurance de construction
- La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction



# **Enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone**



# les enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone

- Enjeux financiers

Selon une étude menée en 2014 sur la période 2003 et 2013 par la banque mondiale concernant le financement des infrastructures en Afrique, les besoins annuels d'infrastructures sont estimés à 93 milliards de \$ us. Les investissements dans les infrastructures atteignent 45 milliards de \$ us par an.

Ce qui pourrait représenter aujourd'hui entre 2016 et 2020 environ 180 milliards de \$ us.



# les enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone

- Entre 2016 et 2020, les besoins de financement de grands projets de construction de quelques pays en Afrique francophone peuvent être estimés à:
  - Sénégal: 26 milliards de \$ us
  - Rép Congo: 0,5 milliards de \$ us
  - Côte d'Ivoire: 54 milliards de \$ us





# LE CAS PARTICULIER DES INVESTISSEMENTS EN COTE D'IVOIRE

- Le PND 2016-2020 prévoit 54 milliards usd d'investissements avec la contribution de l'Etat à 38% et des partenaires privés à 62%.
- Ce sont 94 projets structurant de l'ordre 22 milliards de usd qui sont priorisés par l'Etat de Côte d'Ivoire
- Ces projets touchent tous les secteurs activités en Cote d'Ivoire



## les enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone

- Enjeux économiques, le développement des infrastructures va accroître le pouvoir d'achat de la population avec le développement d'une classe moyenne importante
- Enjeux sociaux, le relèvement du niveau de vie et du bien être des populations urbaines et rurales



## les enjeux des grands projets de construction en Afrique francophone

- Au niveau assurantiel, cela va représenter un volume de prime important et va engendrer une grosse demande de capacité vis-à-vis des investissements en jeu.



# **Problématique des risques et assurance de construction**



# problématique des risques et assurance de construction

- Un cadre réglementaire existant mais reste à améliorer et le défi de son application
- La complexité technique liée aux risques et assurance de construction
- La nature des risques techniques de construction



# Problématique des risques et assurance de construction

- Les risques liés à la réalisation de l'ouvrage (les délais, les coûts et la qualité)
- Les risques de durabilité et de sûreté des infrastructures (maintenance, remplacement et renouvellement)
- Les risques de catastrophes naturels (manque de retours d'expérience)



## Problématique des risques et assurance de construction

- Les risques d'incendie et d'écroulement d'immeuble (mesures de sécurité et de protection, qualité des matériaux...)
- Les risques de responsabilités et de recours des voisins et des tiers
- Les risques d'instabilité politique (terrorisme, grèves, émeute, guerre civile, rebellion...)



# Problématique des risques et assurance de construction

- Insuffisance de capacité en zone CIMA pour la couverture des Grands projets d'investissements amplifiée par l'article 308 nouveau (capacité, solvabilité, solidité financière)
- Insuffisance ou inexistence de couverture en zone CIMA pour des risques spéciaux (Catastrophes naturelles, guerres, terrorisme, pollution, cybercriminalité, ...)
- Absence de compétences spécialisées pour la prise en main et la gestion des risques d'assurance de construction des projets complexes
- La compréhension et l'interprétation des programmes internationaux, la langue utilisée, la devise et la tarification





# **Vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- Un cadre réglementaire approprié (il s'agit de faire une mise à jour des textes et renforcer les moyens de contrôle)
- Renforcer les compétences des professionnels de la construction, des risk managers, des assureurs, courtiers, réassureurs, des souscripteurs, régulateurs sinistres, experts sinistres, juristes...



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- Renforcer les capacités financières des assureurs et réassureurs locaux (augmentation du capital, fusions et absorption, des alliances stratégiques entre les assureurs locaux et les groupes internationaux, la participation des grands groupes au capital des assureurs locaux)



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- La qualité des matériaux de construction règle la question de la durabilité et de la sûreté des infrastructures
- Encourager la spécialisation des compagnies d'assurance sur les constructions complexes (ex: AXA africa speciality risks)



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- Rendre obligatoire les assurances de construction
- Accepter de couvrir les risques politiques, terrorisme et autres risques exclus dans les traités



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- Former tous les acteurs de la chaîne de construction sur les nouvelles normes de sécurité et de protection
- Encourager l'utilisation accrue des nouvelles technologies dans la construction (GPS, drones...)
- Accorder plus de place à la spécialisation dans l'attribution des marchés de construction



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

- Exiger des contrôles à tous les niveaux et imposer des normes de qualité (matériaux, construction, maintenance)
- Proposer aux entreprises de BTP et aux maîtres d'ouvrage des solutions de maîtrise des risques



## **La vision de RIMRAE pour une meilleure maîtrise des risques et assurance de construction**

La maîtrise des risques et assurance de construction ne pourra se faire en Afrique francophone que grâce aux efforts conjugués de tous les acteurs (l'Etat, les partenaires nationaux et internationaux, les acteurs de la chaîne de construction, les acteurs de l'assurance, les populations et les risk-managers francophones).





MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION





---

COURTAGE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES



# État des marchés en Afrique centrale

*Deauville, Février 2017*

---

## **Frédéric Gauthier - Directeur Technique et Commercial – Ascoma, Gabon**

- MBA, plus de 30 ans d'expérience de la gestion de centres de profit dans le domaine des Assurances T IARD, en environnement international
- APRIL IARD - Filiale d'APRILGROUP : Directeur des Opérations IARD
- AGF – Groupe Allianz :
  - Directeur adjoint puis Directeur de la Succursale de Guadeloupe
  - Directeur Adjoint de la Succursale de Guadeloupe -
  - Directeur de la Succursale de la Réunion -
- ICG - Perfectionnement au Management Stratégique Institut Français de Gestion
- MBA Commerce International – University of San Francisco, USA



# ÉTAT DES MARCHÉS EN AFRIQUE CENTRALE ASPECT PRATIQUE DES BESOINS ET DES PLACEMENTS

□ Les Pays d'Afrique francophones La région d'expertise ASCOMA

- **APPORTER UNE CONTRIBUTION PRATIQUE DE MON QUOTIDIEN DANS LE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES CONSTRUCTION D'ASCOMA EN, AFRIQUE CENTRALE.**

- **LES TYPOLOGIES VARIEES DE PROSPECTS  
RENCONTRÉS**
- **LA SEGMENTATION DES INTERVENANTS**

- **LA TYPOLOGIE DES CHANTIERS**
- **LES PARTICULARITES DES AGENCES NATIONALES DES GRANDS TRAVAUX**

# ÉTAT DES MARCHÉS EN AFRIQUE CENTRALE ASPECT PRATIQUE DES BESOINS ET DES PLACEMENTS

- **UNE OFFRE CLASSIQUE ET BASIQUE DE PRODUITS  
D'ASSURANCES CONSTRUCTION**

# ÉTAT DES MARCHÉS EN AFRIQUE CENTRALE ASPECT PRATIQUE DES BESOINS ET DES PLACEMENTS

- **UNE MOTIVATION DE SOUSCRIPTION L'EMPORTE LOIN  
DEVANT LA NOTION DE RISQUE .....**



# ÉTAT DES MARCHÉS EN AFRIQUE CENTRALE ASPECT PRATIQUE DES BESOINS ET DES PLACEMENTS

- **PARCEQUE LE TEMPS PASSE LES CHOSES DOIVENT EVOLUER SUR NOS MARCHES**
- **FRANCORISK DISPOSE D'UNE RELLE OPPORTUNITE DE S'INVESTIR DANS LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA NOTION DES RISQUES LIES A LA CONSTRUCTION AVEC ASCOMA, LES ASSUREURS, REASSUREURS, ET LES AGENCES DES GRANDS TRAVAUX.**

# Merci de votre attention





EQUAD  
RCC



AFRIQUE  
RISQUES  
CONSEIL



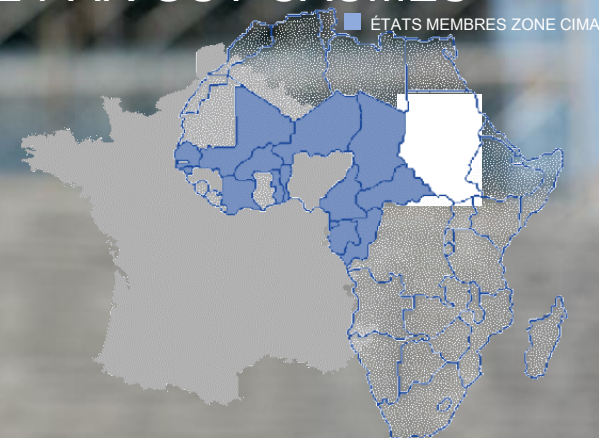
EQUAD  
CONSTRUCTION

EQUAD  
CONSTRUCTION

# 4<sup>ème</sup> CONVENTION DE LA FRANCOPHONIE

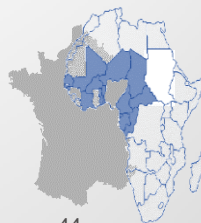
## « LA GESTION DES SINISTRES CONSTRUCTION »

PRÉSENTÉE PAR GUY CAUMES





- Une Construction : son espace et ses temps
- Les Sinistres : leur espace et leur temps
- La gestion, l'instruction : espace et temps
- Quels sont les risques identifiés ?
- Quelles couvertures de ces risques identifiés ?
- Quelles polices d'assurances sont concernées pour couvrir les risques identifiés ?
- Tous Risques Chantiers - TRC (Contractors' All Risks - CAR)
- Police unique chantier
- Dommages ouvrage
- Police de responsabilité des constructeurs
- Responsabilité civile décennale
- Responsabilité professionnelle
- Responsabilités civiles







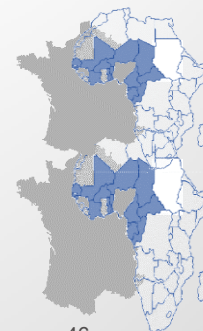
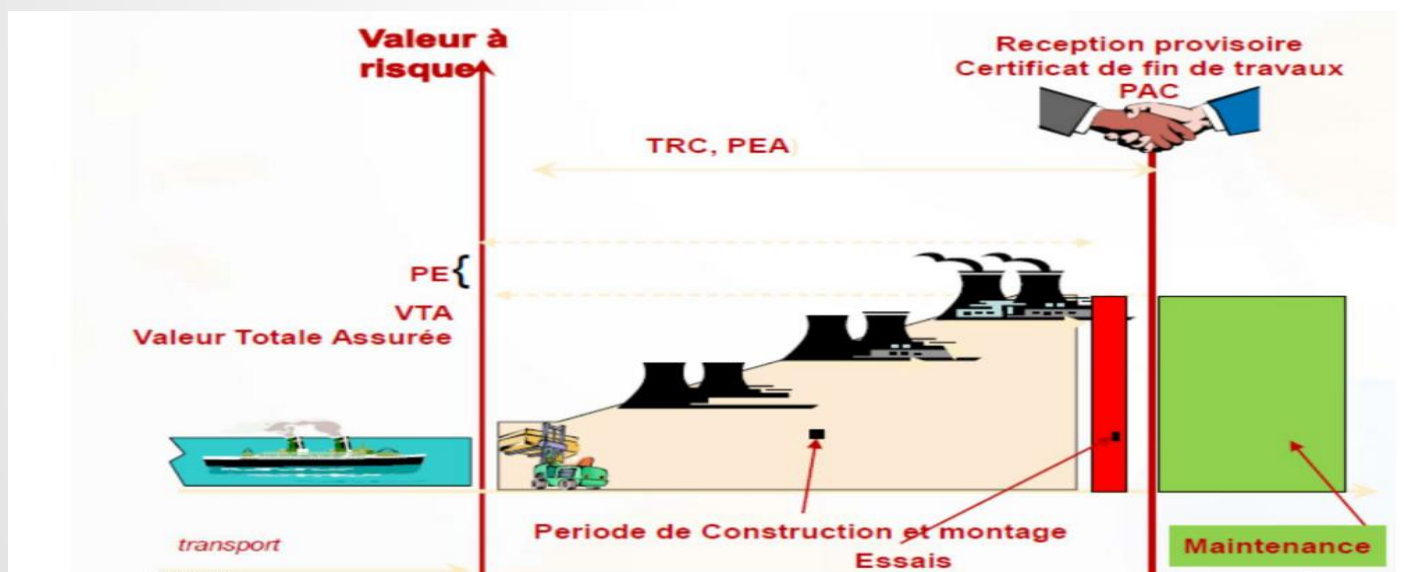
# ESPACE TEMPS

# LES DIFFÉRENTES PÉRIODES D'UNE CONSTRUCTION

Avant les travaux  
le chantier

Pendant les travaux  
le chantier

Pendant  
l'exploitation





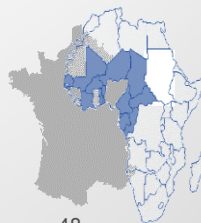


# LES RISQUES PATRIMONIAUX EN COURS DE CHANTIER LORS DE LA CONSTRUCTION



## LES RISQUES PATRIMONIAUX EN COURS DE CHANTIER LORS DE LA CONSTRUCTION

- Le risque patrimonial pèse sur l'entreprise
- Le bâtiment ou l'ouvrage en construction appartient à l'entreprise jusqu'à la réception
- Le patrimoine est payé au fur et à mesure de l'avancement des travaux
- Le risque est la délivrance de la construction donc la valeur de la construction jusqu'à la réception.





## LES RISQUES PATRIMONIAUX EN COURS DE CHANTIER LORS DE LA CONSTRUCTION

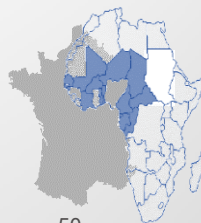


4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction



## LE RISQUE EST LA DETTE DE RESPONSABILITÉ POUR LES INTERVENANTS OPÉRATEURS DANS L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION

Des désordres peuvent survenir sur les ouvrages en cours de construction, conséquences d'évènements dont l'origine engage la responsabilité d'un ou plusieurs acteurs du chantier

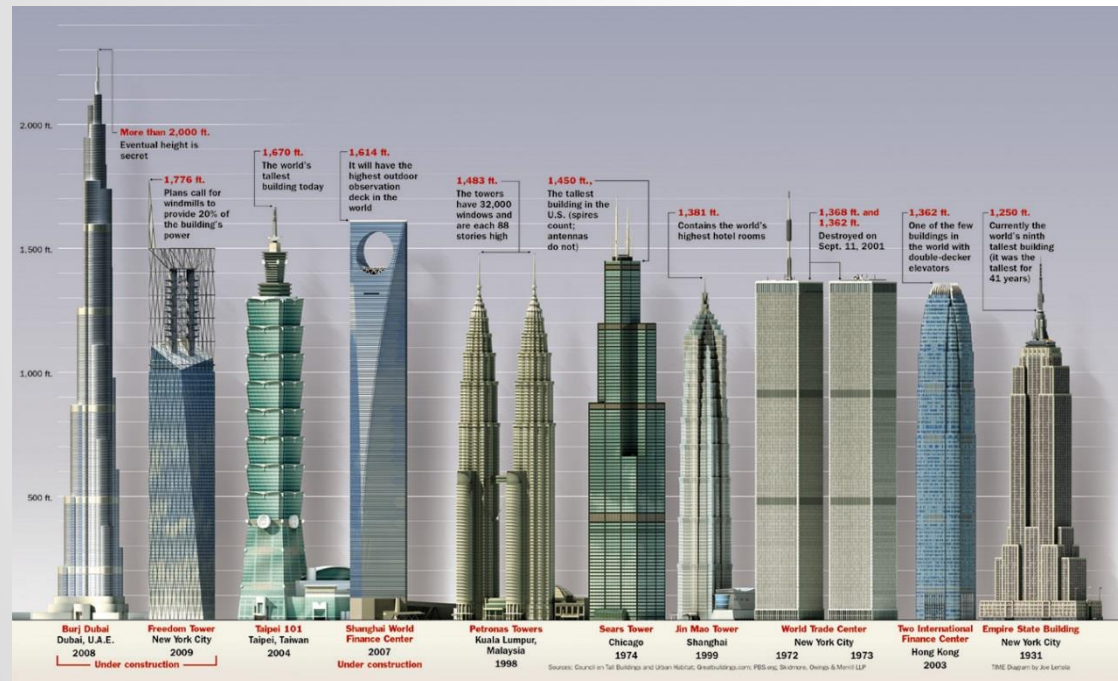


## LE RISQUE PATRIMONIAL SUR L'ACTIF LA CONSTRUCTION REALISÉE

- L'actif est une construction appartenant à une personne physique
- L'actif est une construction (bâtiment ou ouvrage de TP) portée dans les comptes d'actif d'une personne morale publique ou privée

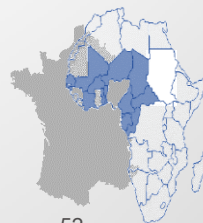


## QUELS RISQUES ?



*Pont Henri Konan BEDIE. Côte d'Ivoire*

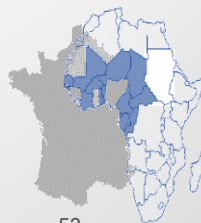
4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction



## BÂTIMENTS OU OUVRAGES INDUSTRIELS



4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction







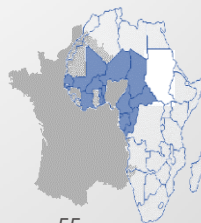
# CONSTRUCTION ACTIF IMMOBILIER

4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction



## CONSTRUCTION ACTIF IMMOBILIER

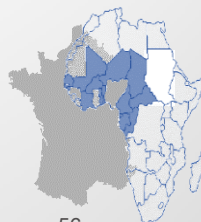
- Actifs immobiliers d'une personne morale privée ou publique
- Propriété d'une personne physique, d'une famille
- Valeur patrimoniale
- Valeur d'usage
- L'actif immobilier est un bâtiment
- L'actif immobilier est un ouvrage TP
- L'actif est un équipement associé à un bâtiment ou à un ouvrage





## COUVERTURES DES ACTIFS IMMOBILIER

- Police d'assurance dommage IARD
- Police d'assurance dommages ouvrage
- Cumul de garanties
- Action directe création d'une dette sur quel fondement contractuel
- Responsabilité (droit du pays ou droit du contrat)
- Responsabilité civile
- Responsabilité civile décennale





## DES RISQUES SUR LES BÂTIMENTS



13/04/2016

ASSURANCE TRC

55

4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction

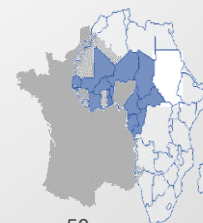


## EN SITE URBAIN / EN COURS DE CHANTIER

Effondrement d'immeubles voisins dans une fouille



4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction



## LE RISQUE EST LA DETTE DE GARANTIE SOUSCRITE PAR LE CONTRAT, LE MARCHÉ :

La responsabilité décennale

La responsabilité civile

4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction

## ÉTAT DES LIEUX EN FRANCE

Le droit tient en l'état le risque

Comment la couverture des risques par  
l'assurance s'est organisée ?

Avant 1978 / Après 1978 / Aujourd'hui

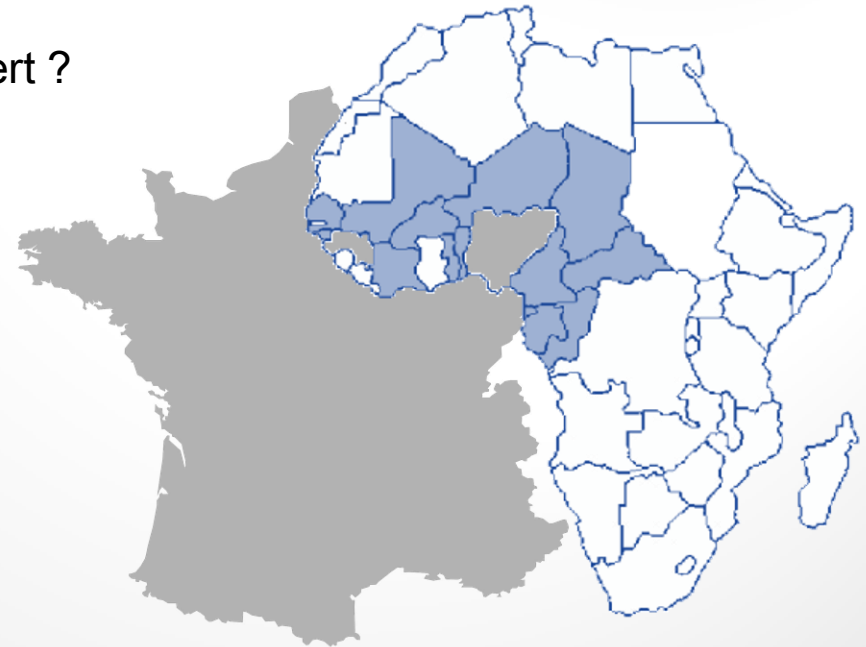
4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction



## ÉTAT DES LIEUX EN AFRIQUE ZONE CIMA

- Le droit tient en l'état le risque
- Quel est le risque ? Comment est-il couvert ?

■ ÉTATS MEMBRES ZONE CIMA



# COMMENT GÈRE-T-ON UN SINISTRE CONSTRUCTION EN FRANCE ?

EXPERTISE DOMMAGES OUVRAGE

CONVENTION ENTRE ASSUREURS CONSTRUCTION

INSTRUCTION AMIABLE

INSTRUCTION JUDICIAIRE

4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction

## COMMENT GÈRE-T-ON UN SINISTRE CONSTRUCTION EN AFRIQUE ?

INSTRUCTION AMIABLE CONVENTIONNELLE  
DROIT DES CONTRATS

INSTRUCTION AMIABLE

INSTRUCTION ARBITRAGE

INSTRUCTION JUDICIAIRE

4<sup>ème</sup> convention de la Francophonie  
La gestion des sinistres construction

## LA GESTION D'UN SINISTRE EN COURS DE CHANTIER

INSTRUCTION AMIABLE OU CONTRACTUELLE



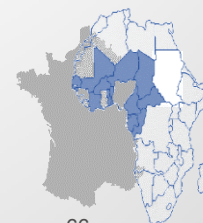
## LA GESTION D'UN SINISTRE PENDANT LA VIE ET L'EXPLOITATION DE LA CONSTRUCTION APRÈS RÉCEPTION

INSTRUCTION AMIABLE

INSTRUCTION JUDICIAIRE

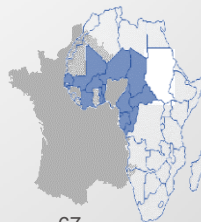
## PROPOSITION DE MÉTHODE POUR LA GESTION DES SINISTRES CONSTRUCTION

- Vérification du risque, du volume des travaux de la construction réalisée
- Vérifier les temps du chantier de l'exploitation
- Identifier le rôle et la place contractuelle des intervenants à l'acte de construire
- Bien identifier et comprendre la responsabilité des opérateurs qui interviennent et sont intervenus
- Accompagner les différentes phases après la survenance du sinistre
- Accompagner pour maîtriser les coûts de règlement d'un sinistre



## LES RISQUES CONSTRUCTION : LEUR SURVENANCE ET APPARITIONS

- Le premier risque à prendre en compte est la destruction d'un actif immobilier et les conséquences économiques de la destruction d'un actif
- Quand le risque se réalise : gérer le sinistre c'est gérer un dommage, c'est à dire travailler à la réparation, voire à la reconstruction de l'actif immobilier endommagé/avarié, voire totalement détruit
- Si une assurance dommage est souscrite par le propriétaire, elle sera actionnée
- L'assurance dommage qui couvre la réparation des désordres à caractère décennal s'appelle en France la police DOMMAGES OUVRAGE. En Afrique zone CIMA, il n'existe pas de police d'assurance de cette catégorie
- En France, la gestion d'un sinistre qui entraîne une déclaration de sinistre du propriétaire est régulée et encadrée par les texte de loi de la loi du 4 janvier 1978, les bonnes pratiques élaborées et rodées depuis plus de 30 ans entre les assurés et les assureurs et les conventions élaborées et signées par les assureurs
- En Afrique Zone sous code CIMA, la police dommages ouvrage n'existe pas et des polices dommage peuvent être souscrites mais quel est l'état du marché assurantiel dans ce domaine... relativement faible
- Alors qu'en France elle est obligatoire, en Afrique de l'Ouest elle ne l'est pas. La situation est identique à celle qui existait en France avant 1978
- L'instruction et la gestion d'un sinistre par le propriétaire de l'actif va alors se déporter sur la mobilisation de la dette de garantie des intervenants à l'acte de construire
- Le risque à gérer est alors le risque de responsabilité décennale et/ou de responsabilité civile tout court





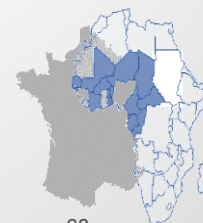
## DES RISQUES SUR TOUS LES OUVRAGES

  
Pour l'Afrique continentale et le Mali

<u>LES RISQUES DE CONSTRUCTION</u>		
Faible	Medium	Elevé
Appartement	Parking souterrain	IGH
Bureaux	Châteaux d'eau	Tunnels
Hôpitaux	Stations d'épuration	Ponts avec grandes portées
Bâtiments industriels (portée < 20m)	Pipelines (pétrole, gaz, eau)	Barrages
Ecoles	Routes	Canaux
	Aéroports	Structures portuaires Wet risks
	Ponts (portée < 40m)	

13/04/2016 35

ASSURANCE TRC





EQUAD  
RCC



AFRIQUE  
RISQUES  
CONSEIL

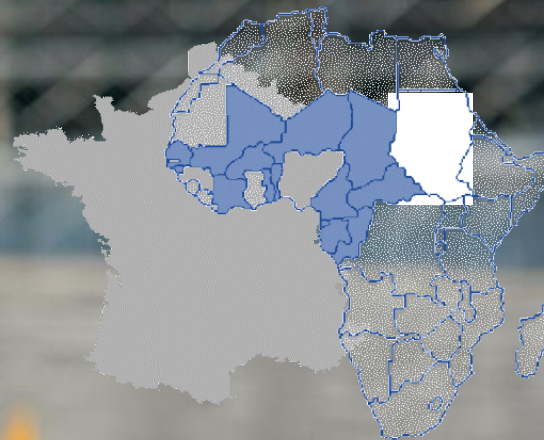


EQUAD  
CONSTRUCTION

# MERCI

## 4<sup>ème</sup> CONVENTION DE LA FRANCOPHONIE « LA GESTION DES SINISTRES CONSTRUCTION »

GUY CAUMES





# 4<sup>ème</sup> Convention de la Francophonie

Partage d'expérience : vision du Québec  
Anis Safraoui AGRAQ



CLUB FRANCO RISK

## **Anis SAFRAOUI - Vice President Insurance Services Risk Engineering and Insurances – SNC LAVALIN inc – Montreal, Canada**

- 20 ans en souscription, courtage et conseil en gestion des risques et des programmes d'assurances en Amérique du Nord, en Europe et dans la région MENA.
- Il est Vice Président Assurances chez SNC-Lavalin, la firme d'ingénierie la plus importante au Canada et un leader mondial en ingénierie et construction de projets d'énergie et d'infrastructure en mode conventionnel et en mode PPP.
- Avant de rejoindre SNC-Lavalin, Anis a passé plus de 10 ans dans le groupe Marsh à titre de Directeur du département Ingénierie de Marsh France et de Chargé de Clientèle Grands Comptes conseillant des multinationales opérant dans les domaines de l'infrastructure, de l'électricité, des mines et des services publics.
- Anis est diplômé en Gestion des Risques et en Leadership de l'université McGill, en Gestion des projets de l'UQAM et en Finance, spécialité Assurances, de l'IFID.
- Il est membre du Conseil d'Administration de l'Association des Gestionnaires de Risques et des Assurance du Québec (AGRAQ) en charge des programmes.



## Déficit d'infrastructures

- Le déficit en infrastructures en Afrique cause\*:
  - augmentation des coûts de production
  - baisse de la compétitivité
  - Impact négatif sur les IDE vers le continent

Le secteur des Infrastructures est un catalyseur de croissance économique pour l'Afrique

•Source Programme de développement des infrastructures en Afrique - groupe BAD

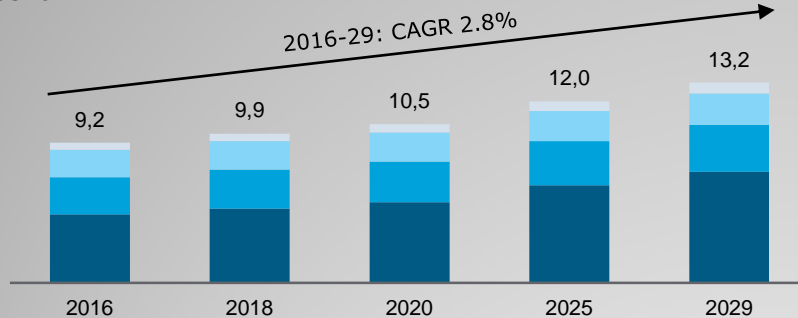




# L'investissement dans les infrastructures globales est en croissance

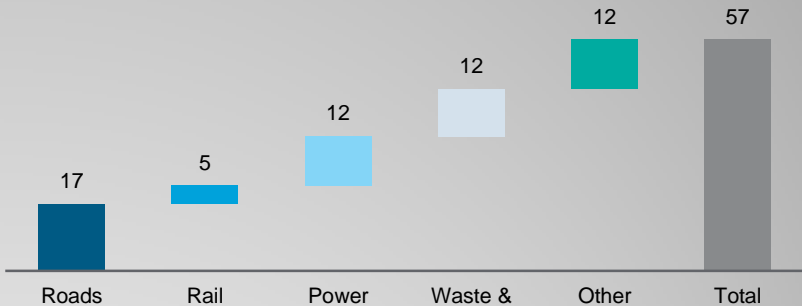
## Des investissements majeurs

Investissement Global (2016-30)  
USDtn



## Un déficit de USD57tn d'investissement

Investissement Global (2016-30)  
USDtn



**Le secteur privé va devenir le vecteur principal pour livrer les besoins en infrastructures modernes**

1. Lois permettant au secteur privé de développer la propriété et l'exploitation des infrastructures
2. Recherche des innovations techniques et de l'optimisation des coûts à travers l'implication du secteur privé
3. Le développement des infrastructures est devenu un enjeu pour les élections
4. Innovation en structure de financement privé et grande demande des investisseurs institutionnels (fonds de pension, compagnies d'assurances...)

Source: Deloitte Global Infrastructure Crisis, BMI, PWC



# Survol de quelques risques de construction – analogie avec les projets en Afrique

- Risques Naturels
- Risques Humains
  - Lois sur le travail – implication des syndicats
  - Disponibilité de la main d'œuvre qualifiée
- Risques socio-politiques
  - Populations locales – autochtones
  - Bilan social du projet
- Risques Environnementaux
  - Etudes d'impacts
  - Bilan environnemental du projet



## Focus sur les modèles de réalisation des projets

- Modèle conventionnel Design-Build
- Problèmes de liquidité → besoin de trouver des sources alternatives de financements
- Développement du modèle PPP comme modèle alternatif



## Types of Asset Procurement Models

- Traditional
- Bid-Build ("BB")
- Design-Bid-Build ("DBB")
- PPP
- Operate / Maintain Contract ("O&M")
- Build-Finance ("BF")
- Design-Build-Finance ("DBF")
- Design-Build-Finance-Maintain ("DBFM")
- Design-Build-Finance-Operate-Maintain ("DBFOM")

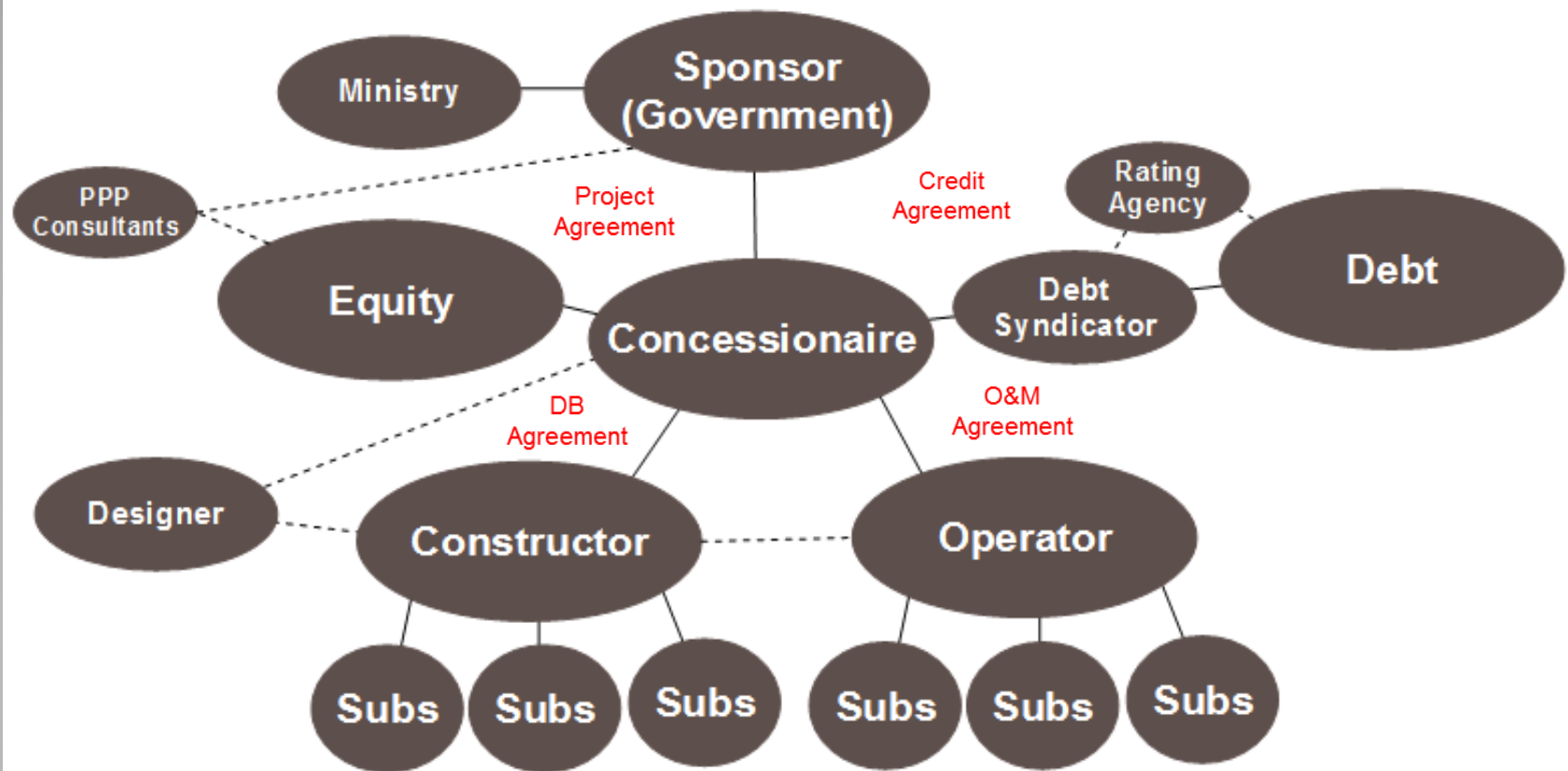


## Qu'est ce qu'un PPP?

- La définition appuyée par le Conseil canadien pour les partenariats public-privé est la suivante :  
« ***Un projet de coopération entre les secteurs public et privé, fondé sur l'expertise de chaque partenaire, qui répond au mieux aux besoins clairement définis du public à travers l'allocation des ressources, risques et rétributions.*** »



# DBF(O)M Organizational and Contractual Structure



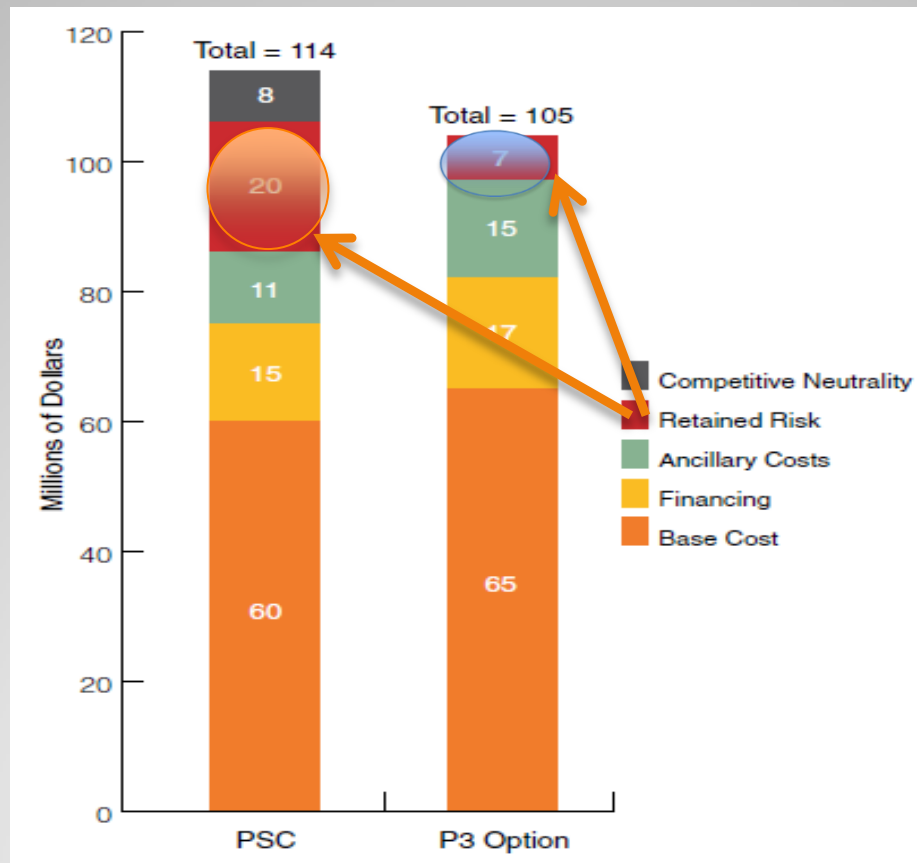
## PPPs – Key Underlying Risk Concepts

- PPP – a delivery model that creates cost efficiency and durability over the lifecycle of the asset
- One of the core principles of the PPP model is **value for money (VfM)**
- VfM – the measure of cost savings achieved over the asset's lifecycle when delivering it through PPP v. traditional procurement
- VfM is achieved through the optimal allocation of risk to the party best able to manage and price it
- Optimal risk allocation strikes the balance between risk transfer and reward
- Risk allocation is at the heart of building the **risk matrix**





## PPPs – Key Underlying Risk Concepts



# Building the Risk Matrix

- The risk matrix is:
  - An analytical tool
    - Identification, allocation, quantification, treatment, insurability
  - A communication tool
    - Risk discussion with internal and external stakeholders
  - A due diligence tool
    - Recording and reporting, due diligence
- Methodology
  - Identification
  - Quantification
  - Allocation
  - Treatment
  - Insurability



# DBF(O)M Risk Allocation Matrix

**Substantially fewer risks retained by the Sponsor: 76.5% vs 16.2% for PPP procurement**

Risks	Traditional Procurement		PPP	
	Government	Developer	Government	Developer
<b>Construction Risks</b>				
Design	■			■
Construction		■		■
Site Safety		■		■
Construction Costs	■			■
Unforeseen Site Conditions	■		Shared	
Labour and Material Issues		■		■
Design Errors	■			■
Scheduling Issues		Shared		■
Construction Quality		■		■
Scope Changes	■		■	
Delayed Site Access	■		■	
Increased Costs during Construction		Shared		■
Weather Conditions		Shared		■
Labour Disputes	■			■
Fire/Vandalism/Theft		■		■
Damages to Third Parties		■		■
Subcontractor Insolvency		■		■
<b>General Risks</b>				
Land Acquisition	■		■	
Life Cycle Management	■			■
Stakeholders Management	■			■
Coordination and Approvals through Users	■			■
Utilities Hook-Up	■			■
Concept Approval-Environmental	■		■	
<b>Approval Risk</b>				
Development Permits		■	Shared	
Building Permits		■		■
Occupancy Permits		■		■
Environmental Permits	■			■
Building Code Compliance	■			■
Land Use Approvals	■		■	



## DBF(O)M Risk Allocation Matrix (con't)

Utilities Approvals	■			■
Municipal Requirements	■			■
<b>Environmental Risks – Known</b>	■			■
<b>Environmental Risks – Unknown</b>	■		■	
<b>Financial Risks</b>				
Construction Financing	■			■
Long-Term Financing	■			■
Cash Flow Management	■			■
Base interest rate before Project Agreement is signed	■			■
Interest Rate Risk post-Closing	■			■
Inflation during Construction	■			■
Inflation on O&M	■			Shared
Insurance	■			■
Change Orders	■		■	
<b>Demand Risk (Volume)</b>	■		■	
<b>O&amp;M Risks</b>				
Change in Legislation	■			Shared
Damage to Property	■			Shared
Increased Maintenance Costs	■			■
Performance Issues	■			■
Change in Performance Standards	■		■	
Labour Issues	■			■
Material Issues	■			■
Non-Availability of Facility	■			■
Vandalism	■			Shared
Fire Damage	■		■	
Acts of God	■		■	
Pollution	■			■
Unplanned major replacements	■			■
Damages due to Contractor non performance		■		■
Facility Condition risk at 20/25/30 years	■			■
Liability Insurance	■			Shared
<b>Business Risks</b>				
Developer Bankruptcy	■			Shared
Subcontractor Default	■			■



# Risk Matrix – Construction Phase

## Works Phase

Project Name:

Sponsor:

Project Co: XYZ Limited

Peril causing delay or damage:	Quantification of Risk*			Party Assuming Risk	Risk Solutions		Notes/Comments
	Probability	Severity	Prob-Sev Combined		Potential Risk Controls**	Insurance/Performance Security***	
delay in delivery feedstock on time (for commissioning)	2	4	8	Sponsor	QA, DD, DS, BP, TPR, CM, CP		
faulty design	2	4	8	Project Co	QA, DS, BP, TPR	BR, PL, SU, SG	DE4 cover under BR; PL insures all parties contributing to design ; SU and SG insure if defaultable under contract
delay in obtaining permits, license, approvals - caused by contractor	2	4	8	Project Co	QA, BP, DD, DS, LR, TPR	SU, SG	SU and SG insured if translates to a defaultable item under contract; potential delay due to the approvals process
delay in obtaining permits, license, approvals - caused by government	2	4	8	Sponsor	QA, BP, DD, DS, LR, TPR	BR	BR insures partially for delay caused by government agencies in permitting after insured event; BR pays for permitting costs required after an insured loss
delay or damage during testing and commissioning	2	4	8	Project Co	S, QA, BP, DD, DS, TPR	BR	BR insures for damage and delay caused by insured peril
estimating/budgeting errors	2	4	8	Both	QA, BP, DD, DS, LR, TPR	SU, SG	SU and SG insured if error translates to a defaultable item under contract
Environmental breaches - odour, groundwater,	2	4	8	Project Co	S, QA, BP, DS, DD	WU, POL	POL policy insures third party BI/PD when caused by pollution condition



## Managing Project Risk – A Public Sector Perspective

- Begins with the PPP model itself (see previous statistics on risk reallocation)
- Retained risks
  - Policy – approvals, change in law, change in policy, funding
  - Force majeure – war, terrorism, nuclear, biological and chemical contamination
  - Pre-existing unknown conditions (geotechnical and environmental)
  - User risk – ridership, tolls, user fees
  - Change in usage/occupancy/reconfiguration of the asset



## Managing Project Risk – A Public Sector Perspective

- Up front due diligence (longer and more expensive)
  - Geotechnical, environmental, archeological
  - Specifications as well
  - To assess retained risk but also to insure that the private sector partner can accept and price the risk appropriately
- Project planning (longer)
  - Political, development approvals, funding
  - Asset usage - planning for today's and tomorrow's needs
- Understanding user risk
  - To what degree is the funding of availability payments predicated on tolls/fees?
- Knowing the market – which risks are bankable or can be competitively priced and incentivized for the private sector partner to take

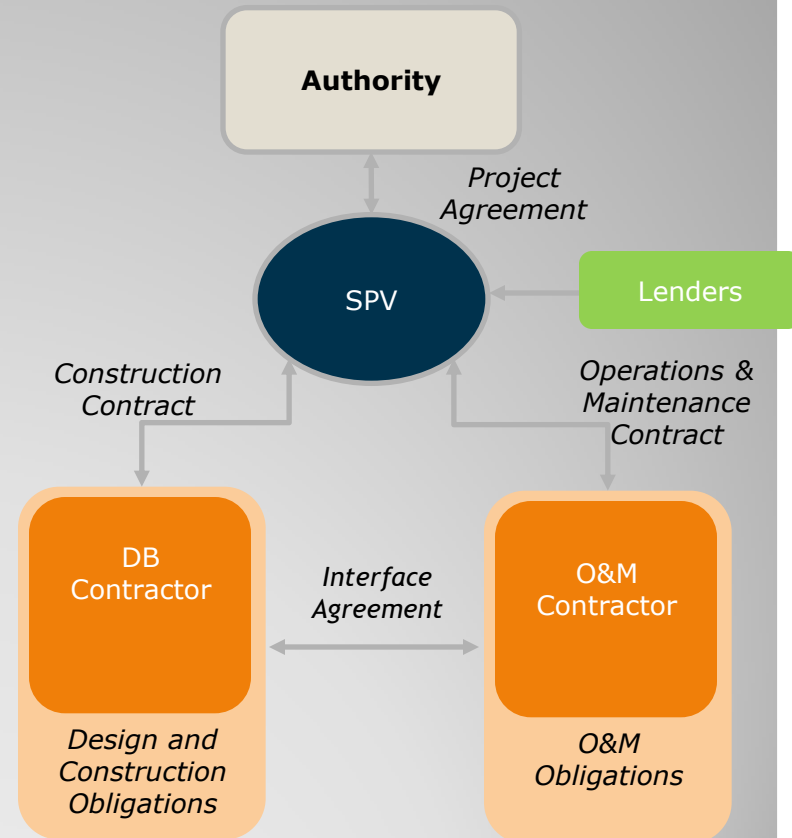




# Managing Project Risk – A Private Sector Partner Perspective

Risk management and mitigation measures:

- ❑ Substantial and rigorous due diligence process conducted by the developers and the lenders' advisors alike (legal, technical, insurance, tax, model audit)
- ❑ Integrated approach to design, construction, operation and maintenance under a cooperative approach starting from bid phase
- ❑ Special Purpose Vehicule is created by investors to enter into the project agreement and risks are typically flowed down to competent subcontractors backed by appropriate execution guarantees



# Managing Project Risk – A Private Sector Partner Perspective

The Private Sector will favor contracts featuring:

- **Quantifiable outputs:** P3s require clearly quantifiable and measurable output metrics.
- **Well defined risk allocation:** Risk should be transferred to entity best capable of managing that risk, well defined and manageable by the private sector
- **Transaction size:** on account of the significant upfront costs incurred by both the public and private sector, P3s are not usually suitable for projects under <\$100M

Typical risks which are difficult to manage for the private sector include:

- land acquisition and access,
- volume risk(e.g. toll),
- soil contamination,
- legacy structures in poor or uncertain conditions,
- permits,
- force majeure, strikes, change in law,
- archeological and geotechnical when ground conditions are difficult to assess,
- utility relocation





CLUB FRANCO RISK

## Les associations de Risk Managers membres du Club Francorisk



### AGRAQ / QRIMA

Association des Gestionnaires  
de Risques et d'Assurance du Québec  
Quebec Risk and Insurance  
Management Association



## Merci à nos sponsors

Or



Argent



COURTAGE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES

Bronze

